

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

MERCREDI 16 JANVIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

## EDITORIAL

### A PROPOS DES MESURES SOCIALES TOUT EST BON POUR UN GAIN ELECTORAL

Le dernier conseil des ministres vient de faire le bilan des mesures sociales en faveur des DOM.

Depuis trois mois en effet on assiste à une avalanche de mesures. Il faut dire que les élections approchent et que la droite colonialiste tient à récupérer tout ce qu'elle peut des "DOM" en voix pour le 12 mars. Sans vergogne, le gouvernement français jette quelques miettes aux populations antillaises afin que ces dernières votent "bien". Il croit sans doute apaiser le mécontentement qui règne chez les travailleurs.

Augmentation du nombre de bénéficiaires des prestations familiales, allocation logement, allocation de parent isolé, complément familial et autres primes de protection de la Maternité... Voilà le gouvernement de droite des Giscard-Barre et Cie qui se fait de la publicité électorale à peu de frais. Et les représentants locaux du RPR et autres giscardiens ne se sentent nullement gênés de présenter l'application limitée et tardive des lois sociales en vigueur en France comme un bon résultat de leur politique ! Ces gens là sont ignobles au point de vouloir faire croire qu'une situation où des travailleurs n'ont pour vivre que ces maigres allocations est une bonne situation. Quelle ignominie ! Quelle infamie ! Les travailleurs sont exploités, ils sont pauvres, ils sont méprisés, humiliés de n'avoir que ces allocations sociales pour vivre, et il faudrait encore qu'ils soient reconnaissants envers les exploiters et les fauteurs de misère.

Toutes ces aides sociales accordées ne sont qu'une petite partie du vol gigantesque tiré du travail des ouvriers qui leur est rétrocédée. Les travailleurs ne gagnent pas ce qu'ils devraient gagner en fonction de leur travail et de leurs besoins. On les vole encore en leur soutirant des impôts, et en leur faisant payer cher des marchandises sur lesquelles l'état prélève encore des taxes. C'est sur leurs salaires qu'on prélève sécurité sociale, retraite et même parfois allocation chômage qui n'existe même pas aux Antilles.

Ces "aides" ne constituent donc nullement une faveur mais la toute petite partie d'un dû.

Si le gouvernement français voulait

suite en page 2

## MARTINIQUE

### A QUOI SERT LE CONSEIL RÉGIONAL? ON SE LE DEMANDE !

Le Conseil Régional de la Martinique vient d'adopter son budget pour l'année 78. Celui-ci s'élève à un peu plus de 9 millions de francs.

Une remarque s'impose tout de suite : c'est que ce budget est constitué uniquement des recettes provenant du racket organisé contre le consommateur martiniquais : taxes sur le permis de conduire, les cartes grises, impôts divers connus sous le nom de "centimes régionaux" etc... Si l'on fait le compte on s'aperçoit que chaque individu en Martinique, du plus jeune au plus vieux paie à peu près 30 francs pour ce budget. Si l'on ne considère que la population active, on arrive à une somme d'environ 90 francs pour chaque travailleur martiniquais.

L'état colonial ne donne pas un sou.

Mais à quoi sert donc ce budget ? Eh bien d'abord et avant tout à subventionner diverses entreprises privées, certaines déjà existantes, d'autres à créer. Ensuite à accorder des facilités à quelques capitalistes dans divers domaines comme par exemple les liaisons portuaires ou bien au niveau d'études et de recherches diverses. Au total le montant de ces investissements destinés en majorité au secteur privé s'élève à 7,6 millions de francs sur les 9 millions.

Quant au reste du budget, il est tout simplement consacré au fonctionnement du Conseil Régional lui-même, c'est à dire à assurer les gras salaires et les primes de toutes sortes que reçoivent ces messieurs du Conseil Régional pour tenir séance.

## GUADELOUPE

*Chantiers Vivies les patrons  
refusent de négocier  
reprise de la grève*

*Aux chantiers Vivies, les travailleurs n'ont toujours pas obtenu satisfaction. Après s'être mis en grève du mardi 10 janvier au vendredi 13, ils avaient repris le travail. Le lundi suivant, une réunion paritaire devait avoir lieu entre le patron et les représentants syndicaux. Les patrons refusèrent de négocier en présence de Portecop représentant du bureau confédéral de la CGT.*

*C'est alors que dans la matinée même du lundi 16, les travailleurs se remettaient en grève. Jusqu'à présent donc aucune de leurs revendications n'est satisfaite à savoir :*

- Mensualisation de tous les manoeuvres
- Qualification de tous
- Une prime de salissure pour les manoeuvres
- Une prime de transport pour tout le monde
- Une prime d'ancienneté.

*Devant l'arrogance patronale, reste aux travailleurs à imposer les représentants qu'ils se donnent et la satisfaction de leurs revendications en poursuivant leur mouvement.*

## GUADELOUPE

*Intervention policière  
à Blanchet : un fait du  
colonialisme*

A l'école technique de Blanchet, les Képis rouges ont débarqué environ à une quarantaine pour expulser un professeur.

Mr Babiany avait été licencié abusivement pour ses activités syndicales au SGEG.

En fait, les forces de répression se sont trouvées face aux élèves de l'établissement qui soutenaient leur professeur.

Cette action de commando dans un établissement d'enseignement est encore une preuve de la colonisation de ce pays par le gouvernement français.

Que deux jeeps et trois camions chargent contre des élèves, les matraquent sauvagement est un fait qui est possible

suite en page 2

Directeur de publication : J. BIRBAC  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3<sup>ème</sup> supplément au mensuel

83

## MARTINIQUE

### A L'HOSPICE DU ROBERT LA MOBILISATION A FAIT CEDER LA DIRECTION

Les employés ont enfin eu le paiement de l'intégralité de leurs salaires des mois d'octobre, novembre et de décembre à la date du 10 janvier. Le personnel nous avait informés en effet que si le 6 janvier il n'obtenait pas satisfaction, il se mettrait en grève illimitée. En fait, la direction sentant monter la colère des travailleurs s'empressa mercredi 3 de tenir une réunion avec l'ensemble du personnel et en présence du président du conseil d'administration Mr Stéphanie, le maire réactionnaire du Robert. Le but de cette réunion était bien sûr de demander au personnel de patienter, de faire preuve de compréhension.

Promesse fut donnée que les salaires d'octobre et de novembre seraient réglés le jour même. Le Président a eu le culot de dire à certains clients que s'il fallait attendre 6 mois ils devraient le faire parcequ'on a eu pitié d'eux en ne

fermant pas l'établissement comme prévu. Comme disait une employée "M. Stéphanie a plusieurs boulangeries, il faudrait qu'il nous en cède une pour que nous puissions vivre".

Il faut dire qu'entre temps le salaire de décembre des titulaires a été viré. Et face à cette promesse, le personnel, sans attaquer franchement le 6, a ralenti le travail au strict minimum et a pris contact avec la direction et le directeur de la DDASS, lesquels ont pris l'engagement de régler ces salaires pour le lundi 9. Mardi 10 les salaires étaient réglés, mais les travailleurs avaient déjà pris la décision de reprendre le mouvement si les engagements de l'administration n'étaient pas tenus.

Il leur reste à se mobiliser pour obtenir satisfaction sur leurs autres revendications.

### REPONSE AU GRS : QUI ATTEND VICTOIRE OU DEFAITE DES URNES

Dans un article curieusement intitulé "Combat-Ouvrier : aux urnes", le GRS se lance dans une tirade en règle contre notre tendance. Déjà seul le titre volontairement équivoque est bien mal venu de la part du GRS quand il tend à accréditer l'idée de l'électoratisme de Combat Ouvrier. N'est-ce pas le GRS qui n'hésite pas à cacher son programme lors des élections pour gagner le plus de voix possible, comme aux municipales du Robert ? ou qui affirme qu'une défaite électorale de la gauche en mars serait une défaite pour les travailleurs ?

Mais, en réalité, ce que nous reproche le GRS c'est surtout de se présenter aux élections sans avoir répondu à son appel "pour une initiative indépendantiste" et de participer seul alors que selon eux il aurait été possible "pour convaincre ceux qui en ont assez du système colonial de faire approuver unitairement le courant indépendantiste face au "courant autonomiste".

Disons tout d'abord que nous n'avons jamais refusé l'action commune avec le GRS sur des objectifs précis et concrets à chaque fois que cela fut possible. En ce qui concerne les alliances politiques sur la base d'un programme commun, cela est plus délicat vu les positions du GRS fort différentes des nôtres.

En l'occurrence, faire apparaître le courant "indépendantiste" ne nous est jamais apparu comme un moyen privilégié de faire avancer la lutte des travailleurs.

Proposer une "initiative indépendantiste commune", c'est à dire s'adresser à tous les courants politiques, pêle-mêle sur la seule base programmatique de l'indépendance ne serait que de l'opportunisme pur et simple.

Il est en effet, plus important pour

nous si action unitaire il peut y avoir de la mener quotidiennement, au niveau des entreprises, sur les lieux de travail mais, sur ce terrain, il est bien difficile de rencontrer le GRS qui, à notre connaissance ne mène pas un travail systématique en ce sens. Alors pourquoi cet enthousiasme unitaire uniquement au moment des élections ? Pourquoi l'unité serait elle plus importante à ce moment-là qu'au moment des luttes quotidiennes de la classe ouvrière.

## MARTINIQUE

### RIPOSTE DES OUVRIERS A L'ENTREPRISE ABSALON

Le patron d'Absalon a décidé le lundi 16 de mettre à pied un ouvrier parce qu'il avait manqué le travail un jour,

Aussitôt l'ensemble des ouvriers est entré en grève pour exiger la levée de la mise à pied et pour protester par la même occasion contre les méthodes arbitraires de ce patron.

Ce patron avait pour habitude de mettre à pied les ouvriers en période de baisse du volume de travail, ou simplement par mesures répressives. Sa grossièreté aussi était connue de tous, car il passait son temps à insulter les travailleurs.

Aujourd'hui les ouvriers lui font ravalier son arrogance et de la belle façon.

## EDITORIAL

(SUITE)

vraiment, comme il le dit supprimer les inégalités sociales, les discriminations entre France et les Antilles, pourquoi ne crée-t-il pas des emplois stables pour tous, des logements décents pour tous ?

Pourquoi n'impose-t-il pas aux capitalistes un niveau de salaires qui permettrait à tout un chacun de vivre décemment, pourquoi ne baisse-t-il pas le prix des marchandises, pourquoi n'assure-t-il pas aux ouvriers agricoles et aux petits planteurs un revenu minimum ? Pourquoi ne donne-t-il pas la terre à ceux qui la travaillent ? Pourquoi ne fait pas payer les impôts précisément aux riches c'est-à-dire à ceux qui ont l'argent ? Là sont les véritables solutions aux problèmes posés par la crise et par la situation catastrophique de l'économie des Antilles.

Giscard ne veut pas agir dans ce sens parce qu'il ne veut pas s'attaquer aux gros capitalistes qui possèdent tout dans ce pays. Giscard est leur représentant. Dans des pays qui comptent près du tiers de leur population au chômage, dans lequel les salaires sont très bas, toutes les soi-disant mesures sociales qu'il pourra prendre ne seront que de la poudre aux yeux.

Pourtant il serait possible de vivre bien mieux qu'actuellement et de n'avoir pas à compter sur ces seules allocations sociales. Pour cela il faudrait faire disparaître le parasitisme des capitalistes. Il faudrait mettre à la disposition des paysans et des ouvriers les terres et les usines. En développant l'agriculture, en la diversifiant, en produisant sur place l'essentiel de ce qui est nécessaire pour se nourrir ou se loger on pourrait ainsi éviter le gaspillage des importations inutiles et baisser le prix des marchandises.

Une première condition est nécessaire pour réaliser de tels objectifs. C'est que l'ensemble des travailleurs et de ceux qui souffrent dans ce pays engagent la lutte contre les capitalistes et contre le gouvernement colonial des Giscard-Barre et Cie.

En choisissant la voie de la lutte nous nous préparons un avenir qui ne dépendra que de notre capacité à le construire.

## BLANCHET

(SUITE)

en Guadeloupe. Car, la gendarmerie, képis rouges, et autres corps de la répression coloniale sont envoyés pour réprimer et dès qu'un problème se pose, ils ne pensent pas, ils foncent, tapent, matraquent.

Mais, à Blanchet, les képis rouges ont été accueillis comme ils le méritaient. Les élèves se sont battus et en fin de compte les assaillants ont dû rebrousser chemin.

Les élèves de Blanchet ont répondu comme il le fallait à l'arrogance et la hargne des forces de répression coloniale. Et ils refusent de reprendre les cours tant que leur professeur ne sera pas repris à son poste.